

familiales des familles dont un soutien gagne plus de 50 000 \$. J'y vois une forme de discrimination contre les familles. J'ai toujours tenu la famille pour le pivot de notre société. Nous devrions soutenir les familles, mais nous ne le faisons pas.

La famille dont l'un des conjoints décide de rester à la maison et dont l'autre gagne 51 000 \$ perdra après trois ans la totalité des allocations familiales. Le gouvernement devrait soutenir les familles au lieu de leur enlever ce qui leur est nécessaire.

Une famille de deux, trois ou quatre enfants n'est pas riche si elle a un revenu de 51 000 \$ n'est pas riche. Elle n'est peut-être pas pauvre, mais elle a quand même besoin que le gouvernement l'encourage.

Par ailleurs, la famille dont le plus élevé des deux revenus ne dépasse pas 50 000 \$, l'un des parents gagnant par exemple 48 000 \$ et l'autre 40 000 \$, ne perdra pas les allocations familiales. Elles seront imposées dans son cas au même taux que tout le monde, mais elle ne perdra pas la totalité du montant. Elle pourra en plus réclamer les dépenses pour la garde des enfants. Les familles dont un parent reste à la maison ne peuvent pas en faire autant. Est-ce encourager la vie familiale? Sûrement pas. On dit au couple gagnant peut-être 85 000 \$ ou 88 000 \$ qu'il peut, sans problème, garder une partie des allocations familiales. On refuse ce privilège à l'autre famille dont le revenu est de 51 000 \$. C'est injuste et discriminatoire. Nous savons tous combien il est difficile d'élever une famille. Je suis entièrement contre ce genre de mesure. Au lieu de nous attaquer aux familles, nous devrions les encourager dans toute la mesure du possible.

Une autre disposition du projet de loi C-28 récupère la pension de vieillesse de ceux dont le revenu est supérieur à 50 000 \$. À première vue, cela ne semble pas si terrible. Mais pourquoi désavantager une partie de la population? Un député ministériel a dit plus tôt que les députés gagnaient plus de 50 000 \$ par année. Très bien. Nous gagnons plus de 50 000 \$ par année, mais le gouvernement ne vient pas récupérer totalement par l'impôt l'argent que nous pouvons gagner à la bourse. Nous ne demandons qu'une chose, que tout le monde soit placé sur un pied d'égalité. Qu'on ne pratique pas de discrimi-

nation en raison de l'âge. C'est ce qui ne va pas dans cette mesure.

Je vais lire un extrait d'une lettre qu'un électeur m'a envoyée. Elle est datée du 4 décembre.

Madame,

En réponse à une question posée par le chef de l'opposition le 29 novembre 1989 (hansard, p. 6372), la ministre d'État (Troisième âge) a déclaré:

«Nous avons l'intention d'améliorer nos programmes sociaux, et ce que nous demandons à 4 p. 100 des Canadiens âgés, c'est de nous aider à réduire le déficit. . .»

Voici la réaction de cet électeur:

J'ai cru avoir mal entendu, alors j'ai attendu de recevoir le hansard. Mes yeux confirment maintenant ce que mes oreilles ont entendu. Les conservateurs demandent aux aînés de réduire le déficit! Comme il est machiavélique et totalement méprisable de demander maintenant à des personnes âgées qui ont survécu à la Grande Dépression, qui ont travaillé pour 1 \$ l'heure et qui ont enduré en bons patriotes deux guerres mondiales, de payer pour les extravagances de ce gouvernement incompetent! Les aînés ont payé cher de leur argent, de leur sang et de leur sueur pour obtenir le droit à une pension à l'automne de leur vie. Prélever un impôt sur la sécurité de la vieillesse est équitable, mais le projet de récupération fiscale est immoral. Que le gouvernement récupère les recettes provenant des clubs de striptease, mais qu'il laisse les personnes âgées tranquilles.

Faudra-t-il recourir aux manifestations que nous avons récemment vues dans les pays de l'Europe de l'Est pour ramener le gouvernement à la raison?

Veuillez agréer, Madame, mes salutations distinguées.
Andre Emery

Je vous assure que c'est le sentiment qu'éprouvent bien des personnes âgées de tous les coins du pays. Elles ont non seulement gagné le droit à une pension de vieillesse, mais la plupart d'entre elles l'ont également payé. Si vous pouvez vous le rappeler, il y a quelques années, la déclaration d'impôt sur le revenu renfermait une disposition selon laquelle elles devaient en fait payer des impôts pour avoir droit à cette sécurité de la vieillesse. Elles ne demandent pas un traitement de faveur, elles demandent un traitement égal.

Que faisons-nous aux familles à revenu moyen? Nous leur imposons une TPS. Elles n'auront pas de répit. Nous augmentons la surtaxe et nous récupérons maintenant les allocations familiales et les pensions de vieillesse.

Un des députés d'en face a dit il y a peu de temps: «Eh bien, je n'ai pas besoin des allocations familiales.» Je dis à ce député: «Bien sûr, ne l'acceptez pas. Le gouvernement ne continuera pas de vous la renvoyer si vous n'en voulez pas.»